

## Les syndicalistes, saboteurs de la France Libre ?

Le sabotage s'inscrit dans une double généalogie, militaire et syndicale, qui remonte aux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette arme, légitimée par un contexte de guerre – pour les uns internationale, pour les autres sociale – est alors progressivement conceptualisée : il s'agit d'une atteinte volontaire et consciente à des biens matériels, qui fait l'économie d'un affrontement direct et physique avec l'adversaire ; le sabotage s'inscrit dans une stratégie, définie par une organisation dont l'activité est marquée du sceau du secret et du clandestin ; enfin, sa valeur stratégique repose sur la disproportion entre la faiblesse des moyens – humains et matériels – engagés et l'ampleur des effets attendus, ce qui le rend particulièrement adapté au contexte d'une lutte du faible contre le fort. En somme, le sabotage est l'arme des faibles, même si les puissants ne dédaignent pas d'en faire usage.

Les similitudes sont telles que les militaires, malgré leurs réserves à l'égard d'un mot issu du monde syndical, finissent eux aussi par parler de sabotage après la Première Guerre mondiale pour désigner non plus seulement des actions à leurs yeux condamnables de la mouvance révolutionnaire, mais certaines destructions orchestrées par les services secrets. Bien plus, alors que le mouvement ouvrier prend ses distances avec une telle arme avant même le déclenchement de la Grande Guerre, ce sont surtout les services secrets qui travaillent à faire passer le sabotage de la théorie à la pratique.

Lorsque la France Libre voit le jour au cours de l'été 1940, elle entend fonder son ambition politique – incarner la vraie France – sur sa contribution militaire à la victoire future. Le général de Gaulle, qui doit composer avec l'extrême faiblesse de ses moyens au regard d'une telle ambition, opte pour une stratégie de présence, qui le conduit à disperser ses maigres troupes sur l'ensemble des fronts sur lesquels combattent ses alliés, sur terre, sur mer et dans les airs. À côté de ces fronts traditionnels émerge lentement un front clandestin, en France même, sur lequel la France Libre peut espérer peser sans engager les gros bataillons dont elle ne dispose pas. Dans cette perspective, le sabotage – arme des faibles, répétons-le – s'impose comme l'une des armes idéales de la France Libre, au côté du renseignement qui doit permettre aux troupes alliées de préparer leur débarquement sur le sol français.

Comment les hommes de la France Libre s'engagent-ils dans cette voie et quelle place accordent-ils aux syndicalistes dans leurs projets ?

### Une France Libre de gauche

Malgré son rejet des catégories politiques anciennes et ses prétentions affichées à l'apolitisme, la France Libre naissante penche à droite. Il existe pourtant en son sein un petit groupe d'hommes qui restent attachés à leurs idées de gauche et militent – plus ou moins ouvertement et en témoignant plus ou moins de fidélité au général de Gaulle – pour que le mouvement se fixe une ligne politique républicaine et sociale. Parmi ces hommes, on trouve le socialiste Henry Hauck, chargé des questions concernant le Travail et les relations avec les syndicats britanniques, l'ancien collaborateur de Léon Blum, Georges Boris, affecté à la direction de l'information de la France Libre et qui assure la liaison du mouvement avec la BBC à partir du printemps 1941, ou encore André Labarthe, directeur de l'armement et fondateur de la revue mensuelle *La France Libre*, qui finira par incarner avec l'amiral Muselier une forme d'opposition interne à de Gaulle et dont tout le monde ignore évidemment en 1940 qu'il travaille pour les Soviétiques. Dès l'été 1940, ces hommes prennent la parole sur les ondes de la BBC, le plus souvent dans les émissions françaises du matin (6h15)

destinées au monde ouvrier, à l'exception de Labarthe, qui prend souvent la parole dans celles du soir.

Ce petit noyau de gauche professe ainsi une foi intacte dans la capacité du monde ouvrier à demeurer un acteur majeur de l'histoire et à défendre les valeurs démocratiques bafouées par l'occupant. Il est convaincu qu'un « esprit de lutte et de résistance » subsiste ou renaît en France et que les ouvriers constituent le cœur et même la troupe de choc de cette résistance en gestation<sup>1</sup>. Ces hommes puisent dans l'histoire – syndicale et militaire – des raisons d'espérer que les ouvriers en général, et les syndicalistes en particulier, peuvent se muer en saboteurs au service de la France Libre. Ils les invitent à se replonger « dans l'histoire du mouvement ouvrier » et dans « les brochures syndicalistes » du début du siècle pour y redécouvrir le sabotage, une technique de combat à leur portée<sup>2</sup>. Ils font grand cas du précédent de la Grande Guerre, au cours de laquelle techniciens et ouvriers français auraient sans relâche saboté la production destinée à l'occupant dans les provinces du Nord<sup>3</sup>. À leurs yeux, l'histoire se répète : puisque l'occupant exploite à son profit les industries et les réseaux de transport français, qui ne peuvent fonctionner qu'avec de la main d'œuvre française, ils veulent croire que « le sabotage est le point faible de l'appareil militaire<sup>4</sup> ». Cette technique offre à des civils, dans le cadre habituel de leurs activités professionnelles ou à raison de leurs connaissances et de leurs compétences, l'opportunité de porter des coups directs à l'ennemi. « L'arme du sabotage, affirment-ils, habilement et savamment employée, peut renverser les plans les mieux préparés des tyrans nazis<sup>5</sup> ». Les appels se multiplient donc pour que les ouvriers saisissent cette opportunité de jouer un rôle décisif dans la guerre. Les orateurs de la BBC sont au demeurant convaincus que les ouvriers n'ont pas attendu pour saboter la production industrielle destinée à l'occupant, voire pour couper les lignes télégraphiques ou déboulonner les rails des voies ferrées<sup>6</sup>. S'ils se refusent à leur donner des conseils et encore moins des consignes précises, ils les encouragent à redoubler d'effort :

« La lutte continue sous d'autres formes, c'est la guerre muette, c'est la guerre silencieuse, c'est la guerre indirecte, c'est la guerre obstinée [...]. C'est le sabotage qui est l'arme la plus redoutable et la plus sûre. [...] Si vous gagnez la guerre muette du sabotage, vous aurez gagné une grande bataille humaine<sup>7</sup>. »

« Français ! [...] Votre devoir est de saboter, de saboter tout ce qui est destiné à l'ennemi. [...] Chaque métier, chaque usine, chaque village doit avoir son régiment secret de saboteurs<sup>8</sup>. »

Pour ces adeptes de gauche, la France Libre doit donc s'appuyer sur les troupes ouvrières et syndicales pour saboter la machine de guerre allemande et elle doit d'une manière plus générale lier son action aux syndicalistes et aux socialistes, qui jouent d'après eux un rôle majeur dans « le redressement moral » du peuple français<sup>9</sup>. La France Libre doit donc définir une ligne politique qui tienne compte des aspirations ouvrières.

<sup>1</sup> Wilfred Pickles, « Call for information », BBC, 30.1.41 ; André Labarthe, « Aux ouvriers français », BBC, 29-30.12.40.

<sup>2</sup> W. Pickles, « Industrial non-cooperation », BBC, 28.3.41.

<sup>3</sup> A. Labarthe, « Saboteurs of 14-18 », BBC, 5.9.40.

<sup>4</sup> A. Labarthe, « Il faut apprendre à saboter », *doc. cit.*

<sup>5</sup> Cité in Ping, « Railway resistance », *French Service*, BBC, 8.9.42.

<sup>6</sup> Georges Boris, *Les Français parlent aux Français*, BBC, 21.12.40 ; Henry Hauck, « Advice », BBC, 26.12.40.

<sup>7</sup> A. Labarthe, « Il faut apprendre à saboter », *Honneur et Patrie*, BBC, 9.8.40.

<sup>8</sup> A. Labarthe, *Les Français parlent aux Français*, BBC, 12.4.41.

<sup>9</sup> H. Hauck, *Note au général de Gaulle, 24 octobre 1940*, Archives nationales (AN) 3AG1/257.

## Le sabotage sans les syndicalistes

Au sein de la France Libre, un autre groupe s'intéresse au sabotage. Le général de Gaulle a mis sur pied un état-major, dont le 2<sup>e</sup> Bureau, confié au capitaine Dewavrin, alias Passy, constitue l'embryon des futurs services secrets, par la suite connus sous les noms successifs de Service de Renseignement (SR, avril 1941) et de BCRA (1942). Dès le 24 juillet 1940, Passy envisage de créer « des foyers de résistance clandestins » en France pour organiser « le sabotage sur des bandes étendues de territoire<sup>10</sup> ». Mais le chef de la France Libre, qui est de ce point de vue un militaire traditionnel, s'intéresse peu à ces services secrets, encore moins au sabotage, et il s'applique dans un premier temps à les cantonner dans leur activité de renseignement.

Cela n'empêche pas Passy de poursuivre sa réflexion. Son intérêt pour le sabotage est renforcé par les renseignements qu'il reçoit de France. Ceux-ci attestent que les groupes de résistance qui se développent sont décidés à agir, y compris de manière violente. Quelques rares émissaires atteignent Londres et le confirment, à l'exemple de l'abbé Dartein, dépêché par un groupe de résistants de Dordogne. Celui-ci s'appuie sur l'expérience de l'armée française dans la Ruhr, en 1923 :

« En pays occupé, explique-t-il, le commandement vit dans la crainte des sabotages organisés car il sait que, pour y faire face, il lui faudrait des effectifs en quantité imprévisible et que, fixé sur place, il serait dans l'incapacité de manœuvrer. Il devient donc nerveux et surmène la troupe que gagne sa propre inquiétude et qui a l'impression, très déprimante, d'être à la merci de la population ennemie qui, par sa seule masse, pourrait la submerger en se refermant sur elle. [...] Les sabotages doivent donc toujours avoir au moins l'apparence d'avoir été organisés c'est-à-dire effectués d'après un plan général<sup>11</sup>. »

Dartein ajoute deux arguments en faveur du sabotage qui seront à la base du discours des résistants les plus activistes jusqu'en 1944 : d'une part, la pratique du sabotage permet d'aguerrir les volontaires ; d'autre part, le système des otages auquel l'ennemi est contraint de recourir permet d'impliquer la population dans le combat bien au-delà des rangs des seuls saboteurs. « Des représailles que rien ne justifie, explique-t-il, présentent l'avantage d'exaspérer les populations qui, comprenant qu'elles n'ont plus rien à perdre, sont mûres pour un soulèvement général<sup>12</sup> ».

Au cours des dernières semaines de 1940, le 2<sup>e</sup> Bureau noue des relations avec le SOE, le service britannique chargé de la guerre subversive, qui assurera la formation au parachutisme puis au sabotage des agents recrutés par les Français Libres. Ces contacts sont formalisés au cours de l'été suivant, le SR et le SOE collaborant désormais pour envoyer en France des agents clandestins chargés soit de mener eux-mêmes des opérations de sabotages, soit d'établir une liaison avec des groupes de résistants afin de préparer des sabotages destinés à faciliter un débarquement en France.

Le SR partage avec le petit groupe de gauche qui s'exprime à la BBC le constat que le patriotisme qui renaît en France après le choc de l'été 1940 est « fonction inverse des intérêts », c'est-à-dire que les classes moyennes, les paysans et les ouvriers se révèlent les

<sup>10</sup> Passy à de Gaulle, 24.7.40, AN 3AG2/7.

<sup>11</sup> « Souvenirs de la Ruhr (1923-1924) », 10.2.41, AN 3AG2/230.

<sup>12</sup> Ibid.

plus hostiles à l'occupant et les plus favorables à une victoire britannique<sup>13</sup>. Il se refuse toutefois à en tirer les mêmes conclusions et notamment à considérer qu'il pourrait utiliser les syndicalistes comme saboteurs. Son idée est que les Français rejettent tout ce qui rappelle la III<sup>e</sup> république – à commencer par les partis et les syndicats – et que la France Libre se condamnerait à l'échec si elle tentait d'aller à l'encontre de cette tendance. La Direction des Affaires Politiques, pourtant créée fin 1940 pour « mettre sur pied une organisation de la France Libre couvrant les anciennes ou nouvelles formations politiques, sociales, religieuses, économiques, professionnelles, intellectuelles », partage ce point de vue.

Toute démarche en direction des syndicalistes est exclue. Laurent Douzou a retracé les conditions dans lesquelles, début 1941, Henry Hauck parvient à convaincre de Gaulle de nouer des contacts avec les organisations ouvrières résistantes, indépendamment du service de Passy. Hauck recrute un jeune syndicaliste, Yvon Morandat, mais, faute de moyens opérationnels et faute d'un accord avec des services britanniques eux-mêmes divisés à l'idée de contacter des syndicalistes, il ne parvient pas à l'envoyer en France. Il en rejette toute la faute sur le SR et l'état-major, auxquels il prête « des sympathies politiques d'extrême droite » et auxquels il reproche d'aliéner au gaullisme « les sympathies des masses populaires » et de « rejeter les ouvriers français vers le bolchevisme<sup>14</sup> ».

De fait, même si les archives ne sont pas très loquaces sur le sujet, les rares éléments épars dont on dispose confirment l'hostilité du SR à l'idée de s'appuyer sur les syndicalistes en France. Dès 1940, l'un des premiers agents du service, Raymond – Gilbert Renault, le futur colonel Rémy – laisse libre cours à ses opinions réactionnaires et manifeste son dégoût à l'idée de contacter les anciens leaders syndicalistes<sup>15</sup>. Peu après, un autre agent majeur, Pierre Fourcaud, affirme que les activités syndicales sont « réduites à zéro », que René Belin – ancien cadre de la CGT nommé ministre du Travail par Pétain – est populaire et que si les ouvriers sont dans l'ensemble anglophiles, ils sont surtout « très apathiques<sup>16</sup> ». Au même moment, Passy confie à son journal intime son inquiétude face au « pas du général vers les milieux syndicalistes<sup>17</sup> ». Les plans qu'il élabore au cours de l'été 1941 et qui sont confirmés au cours de l'automne, notamment avec Jean Moulin, reposent donc sur l'utilisation comme saboteurs des membres de groupes de résistants auxquels il ne prête aucun antécédent militant et auprès desquels il a commencé à envoyer des équipes de liaison.

## Revirements

L'attaque de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941 a de profondes répercussions en France : les appels au sabotage venus de Moscou se multiplient et sont répercutés dans *L'Humanité* clandestine. Surtout, les sabotages se multiplient effectivement, notamment contre les voies ferrées et les lignes électriques. Ils contribuent, avec l'assassinat de soldats allemands, à accroître considérablement la tension en zone occupée, où les Allemands exécutent désormais des otages. La prééminence des communistes parmi les saboteurs, dont chacun est vite convaincu, et la violence de la répression conduisent le petit groupe de gauche au sein de la France Libre à modérer son ardeur en faveur du sabotage. Les appels lancés en direction des

<sup>13</sup> 2<sup>e</sup> Bureau, « Rapport de quinzaine » [ci-après RQ], 16 novembre 1940 ; RQ, 1<sup>er</sup> décembre 1940, Service historique de la Défense (SHD) TTC10 ; Déclaration des socialistes français, « quelque part en France », septembre 1940, AN 3AG1/278/1.

<sup>14</sup> Henry Hauck, Rapport au général de Gaulle, septembre 1941, doc. cit.

<sup>15</sup> Rémy, « Annexe supplémentaire D... », 1<sup>er</sup> octobre 1940, doc. cit.

<sup>16</sup> « Informations communiquées par F.98 [Lucas] », 23 décembre 1940, doc. cit.

<sup>17</sup> Carnet personnel de Passy, entrées des 11 et 14 janvier 1941, AP Daniel Dewavrin.

syndicalistes s'accompagnent désormais d'exhortations à la prudence. « Le courage est de savoir durer », explique Labarthe : il faut donc être prudent et « apprendre à saboter » avec intelligence<sup>18</sup>. Le sentiment qui domine est que l'urgence commande désormais de calmer les ardeurs des plus activistes. Wilfred Pickles explique le 2 septembre 1941 :

« Nous honorons, nous remercions ces milliers de héros anonymes qui font dérailler les trains et sauter les convois, qui incendient usines et entrepôts, qui sabotent de façon systématique et obstinée l'industrie et les transports français vendus aux Allemands. Nous comprenons votre colère, nous admirons votre courage, nous partageons votre résolution, mais nous nous permettons de glisser au milieu des applaudissements et des remerciements quelques conseils de prudence. La résistance active est importante, mais les combats de demain le seront davantage, et les vies françaises sont précieuses<sup>19</sup>. »

La tradition syndicale – qui contient en définitive autant d'arguments en faveur du sabotage qu'en sa défaveur – est désormais mobilisée pour souligner que l'organisation et la discipline l'ont toujours emporté sur les « mouvements violents et mal préparés » qui ne conduisent qu'à des échecs sanglants<sup>20</sup>. Le sabotage reste de mise, mais on insiste désormais sur le fait qu'il doit être *insaisissable* :

« Rappelez-vous donc, camarades, que les gestes les plus spectaculaires ne sont pas toujours les plus utiles. Rappelez-vous, camarades cheminots, [...] qu'un train déraillé, un pont détruit, s'ils sont de magnifiques gestes de résistance, s'ils constituent de magnifiques avertissements aux nazis et aux traîtres, ne valent pas autant, s'ils ont coûté des vies françaises, que des gestes moins ambitieux, répétés dix fois, cent fois, mille fois si vous le voulez<sup>21</sup>. »

Le BCRA partage ces appels à ne pas se lancer inconsidérément dans l'action, mais il ne peut s'en contenter car son rôle est de rechercher des hommes prêts à exécuter des sabotages, bien visibles ceux-là – notamment contre les voies ferrées –, pour entraver l'acheminement des renforts allemands vers les zones où les troupes alliées débarqueront en France. Où trouver de tels saboteurs ? La réponse qu'il apporte à cette question au cours des premiers mois de 1942 marque un changement radical de posture.

Plusieurs éléments expliquent cette évolution. En premier lieu, les mouvements de résistance, sur lequel il comptait jusque-là s'appuyer, suscitent alors une certaine désillusion : plusieurs agents qui reviennent de mission en France estiment qu'ils sont pour l'essentiel inutilisables sur le plan militaire, notamment en raison de leurs ambitions politiques et de leurs lacunes en matière de sécurité. Le BCRA et le chef d'état-major concèdent auprès des Britanniques qu'ils ont surestimé le potentiel des mouvements de résistance<sup>22</sup>. Un tel constat les place dans une situation d'autant plus difficile que – et c'est le deuxième élément du contexte – ils n'excluent pas qu'un débarquement puisse intervenir en France dès 1942. Un sentiment d'urgence s'empare donc d'eux. Dans ces conditions, nécessité fait loi et la position du BCRA à l'égard des syndicalistes s'infléchit nettement. Déjà, en septembre 1941, le plus important des agents de liaison en France avait indiqué que les chefs de la CGT seraient prêts à collaborer avec la France Libre s'ils disposaient à Londres d'un homme comme Léon Jouhaux, capable de « les rassurer sur le développement politique futur ». Le propos n'avait

<sup>18</sup> A. Labarthe, 9.8.40, doc. cit.

<sup>19</sup> W. Pickles, « Thanks to Railwaymen », *French Labour Talk*, BBC, 2.9.41.

<sup>20</sup> H. Hauck, « What you can do », *French News Talk*, BBC, 30.9.41.

<sup>21</sup> W. Pickles, 2.9.41, doc. cit.

<sup>22</sup> Lettre de Billotte à Sporborg, 7 avril 1942, AN 3AG2/173.

pas eu de suite, mais l'idée ressurgit début 1942. De retour à Londres après une longue mission en France, le socialiste André Weil-Curiel signale que Jouhaux n'a cessé « de prêcher la résistance » et désire venir se mettre à la disposition du général de Gaulle<sup>23</sup>. Par ailleurs, on l'a dit, le BCRA est convaincu depuis longtemps que les milieux populaires sont ceux qui rechignent le moins à s'engager concrètement dans l'action violente. L'idée s'impose alors, au cours du printemps 1942, que la capacité des services gaullistes à concrétiser rapidement leurs projets en matière de sabotage dépendra largement des contacts qu'ils auront noués avec les forces organisées qui subsistent chez les communistes mais aussi chez les syndicalistes. Le moindre des paradoxes n'est pas que la concrétisation de cette inflexion doive beaucoup aux contacts noués par Rémy, l'un des agents du BCRA les plus anticommunistes et les plus hostiles aux syndicats.

L'agent de renseignement vedette de Passy revient à Londres fin février 1942. Parmi la multitude de contacts qu'il a noués en France, il mentionne Christian Pineau, avec lequel il a pu s'entretenir à plusieurs reprises. Il explique que son interlocuteur, entièrement acquis à la cause de la France Libre, dirige le mouvement Libération, qui regroupe les trois grands syndicats ouvriers de zone Nord et attend d'être convoqué à Londres pour se mettre aux ordres du général de Gaulle<sup>24</sup>. Un tel ralliement est évidemment porteur de profondes implications politiques, qui se matérialisent par le célèbre Manifeste aux mouvements que le chef de la France Libre remet à Pineau avant son retour en France, véritable profession de foi démocratique qui matérialise la rupture avec l'apolitisme de la première France Libre. Mais l'impact du séjour de Christian Pineau à Londres, de fin mars à fin avril, n'est pas seulement politique : le BCRA s'applique à le convaincre de travailler pour lui, non seulement pour monter un ou plusieurs réseaux de renseignement, mais pour recruter des saboteurs. Le service présente ainsi Pineau au SIS – le service de renseignement britannique – mais aussi au SOE, en expliquant à ce dernier que, s'il a effectivement surestimé le potentiel militaire des mouvements de résistance, l'arrivée « de mandataires des syndicats ouvriers et des communistes français venant se mettre aux ordres du Général de Gaulle » éclaire la situation « d'un jour nouveau<sup>25</sup> ». En pratique, le BCRA mise toutefois davantage sur les troupes communistes que sur les syndicalistes de Christian Pineau pour procéder à des sabotages. En témoigne le vaste plan qu'il met sur pied pour exploiter le potentiel communiste, plan qui ne débouchera en pratique sur rien de concret.

Mais l'intérêt du BCRA pour les syndicalistes est néanmoins conforté en mai 1942 par l'arrivée à Londres d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, fondateur et chef du mouvement Libération en zone Sud cette fois. Parmi les premières organisations de résistance, ce mouvement se distingue par l'importance qu'il accorde au monde du travail : dès novembre 1941, d'Astier a conclu avec Léon Jouhaux un accord décisif qui lui donne accès à un vivier de recrutement inespéré<sup>26</sup>. À son arrivée à Londres, il réalise que ses interlocuteurs attendent beaucoup de lui en matière de sabotage. À défaut de pouvoir faire état de résultats spectaculaires, il met l'accent sur les possibilités immenses qu'il prête à son mouvement dans ce domaine et il demande qu'on lui fournisse, « industrie par industrie, des consignes de sabotage » qu'il se propose de faire diffuser par son journal<sup>27</sup>. Au cours des mois suivants, les

<sup>23</sup> *Interrogatoire d'André Weil-Curiel, Gibraltar, 7 janvier 1942, SHD TTC 41.*

<sup>24</sup> Rémy, *Situation générale en France occupée au 25 février 1942, s.d., Livre Blanc du BCRA, chap. 8.*

<sup>25</sup> *Lettre de Billotte à Sporborg, 7 avril 1942, doc. cit.*

<sup>26</sup> L. Douzou, *La Désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud, Paris, Odile Jacob, 1995, pp. 86-89 et 190.*

<sup>27</sup> « Rapport Bernard », *Londres, 20.5.42 ; Rapport verbal de M. Bernard à M. Pleven, Londres, 20.5.42, AN 3AG2/378.*

cadres de Libération approfondissent cette question, rédigeant des circulaires, parfois très détaillées, pour orienter le sabotage dans chaque secteur économique. Comme les syndicalistes qui s'expriment à la BBC, il concentre toutefois son attention sur le sabotage *insaisissable*.

En définitive, ce printemps 1942 apparaît à bien des égards comme une parenthèse dans les projets du BCRA : les espoirs que le service place dans les syndicalistes reculent ensuite rapidement, tandis que ceux placés dans les mouvements, un temps abandonnés, reprennent de la vigueur. Le travail de Jean Moulin, sur le terrain, est essentiel dans le lien qui se tisse, enfin, entre les mouvements et les services de la France Libre. La création de l'Armée Secrète, début octobre 1942, avec des troupes issues des mouvements, atteste de ce retour à l'idée initiale du BCRA : l'action violente repose avant tout sur les mouvements de résistance.

Le service n'abandonne pas tout espoir d'utiliser les syndicalistes comme saboteurs, mais il n'en fait pas la pierre angulaire de ses plans. Au demeurant, il prend conscience que si le sabotage a effectivement été conceptualisé comme arme au sein de la CGT dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les réticences qu'il a rapidement suscitées au sein du monde syndical restent vivaces. Les mêmes réserves qui s'étaient exprimées avant même la Grande Guerre ressurgissent : elles sont suscitées par la peur du gendarme, bien sûr, mais aussi par la crainte – particulièrement forte chez les cheminots – de porter préjudice à des civils français plutôt qu'à des militaires allemands ; elles plongent également leurs racines dans la culture syndicale elle-même, qui valorise la conscience professionnelle, le « goût de l'ouvrage bien fait<sup>28</sup> », l'attachement à l'instrument de travail et qui donne la priorité à l'action collective sur l'action individuelle. Si le BCRA ne dédaigne pas le sabotage *insaisissable*, l'accent mis par les syndicalistes sur cette forme de sabotage ne peut pleinement satisfaire un service d'état-major qui entend évaluer l'action menée sur le terrain pour pouvoir la piloter et la contrôler. Le service peut observer que c'est dans les mouvements les plus directement liés aux syndicalistes que les groupes-francs, chargés notamment de procéder à des sabotages sans attendre, se développent le plus lentement et le plus difficilement<sup>29</sup>. Il est bien placé pour constater que les dirigeants syndicaux non communistes sont très réservés à l'égard du sabotage et restent fidèles à une tradition qui privilégie le travail d'organisation, la propagande et la grève. Fin 1943, Marius Vivier-Merle, l'un des dirigeants de la CGT clandestine, explique qu'il redoute d'engager les ouvriers dans une action prématurée, au risque d'aggraver les souffrances de la classe ouvrière et, en définitive, de compromettre l'avenir du mouvement syndical<sup>30</sup>. Installé à Londres pour représenter la CGT à partir du printemps 1943, et préoccupé avant tout d'organiser la lutte contre « la déportation des ouvriers en Allemagne », Albert Guigui évoque très peu la question du sabotage dans ses interventions à la BBC. À son arrivée à Londres, il explique à André Philip et au général de Gaulle que Jouhaux prône une répartition des rôles entre les organisations syndicales, qui doivent « recommander aux ouvriers de freiner la production par tous les moyens adéquats », et les mouvements, auxquels incombe la responsabilité des « sabotages de destruction<sup>31</sup> ». Rien ne permet toutefois de croire que l'Action ouvrière (AO) organisée par les mouvements dans le monde du travail prône une action très différente de celle des syndicats clandestins : bien plus que le sabotage, elle aussi privilégie la propagande et le travail d'organisation en

<sup>28</sup> H. Hauck, « What you can do », *French News Talk*, BBC, 30.9.41.

<sup>29</sup> « Rapport AX03 », « Historique » & « Services spéciaux », Londres, 12.10.42, AN 3AG2/378 ; *Courrier AX03* du 22.11.42, *doc. cit.*

<sup>30</sup> Alban Vistel, *La Nuit sans ombre*, Paris, Fayard, 1970, p. 273.

<sup>31</sup> Albert Guigui, *Mémoire adressé au général de Gaulle*, Londres, 22.3.43, in B. Georges et alii, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français*, Paris, PUF, pp. 397-405.

vue d'une grève<sup>32</sup>, une position qui leur vaut évidemment d'être taxés d'attentisme par les communistes, bien plus portés, on le sait, à l'action immédiate.

En définitive, il est possible de repérer des cas dans lesquels des ouvriers syndicalistes contribuent à des sabotages. C'est le cas par exemple d'une équipe fournie par la CGT et formée par l'instructeur du BCRA Edmond Leylavergne (*Plantoir*) qui procède au sabotage de l'usine de roulements à billes SKF d'Ivry, le 17 mai 1944. Mais dans l'ensemble, l'espoir des services londoniens, soulevé par la venue à Londres de Christian Pineau au printemps 1942, d'utiliser la masse des ouvriers syndicalistes comme saboteurs n'aura pas véritablement dépassé le stade des promesses.

**Sébastien Albertelli**

### **Notice biographique**

Sébastien Albertelli est agrégé et docteur en histoire. Il a publié notamment *Les Services secrets du général de Gaulle* (Perrin, 2009, rééd. poche Nouveau Monde éditions, coll. Chronos, 2017), *Atlas de la France Libre* (Autrement, 2010) et *Histoire du sabotage de la CGT à la Résistance* (Perrin, 2016). Il prépare actuellement un travail sur les femmes engagées dans le Corps des volontaires féminines.

---

<sup>32</sup> A. Vistel, *La Nuit...*, pp. 270-272.